



### ***La notion de sécurité économique au Japon et sa dynamique depuis 1945***

Éric Boulanger

\*  
\* \*

*Nous allons aborder dans cette note les transformations dans l'élaboration du concept de sécurité économique par les Japonais. L'évolution de cette notion a subi trois transformations majeures depuis 1945. Depuis le début des années 1990, le Japon doit reconsidérer son modèle économique, de moins en moins adapté aux nouvelles exigences de la mondialisation.*

\*  
\* \*

La notion de sécurité économique au Japon est particulière dans la mesure où elle est basée sur l'idée selon laquelle les relations économiques internationales sont fondamentalement antagonistes, conduites dans un ordre économique international hiérarchisé et que les échanges commerciaux doivent être contrôlés pour le bénéfice de l'économie nationale. Autrement dit, il n'existe pas, au sens libéral du terme, une harmonie possible entre les différents espaces économiques nationaux. Ceux-ci sont d'ailleurs inégaux en puissance et en ressources: la structure de l'économie internationale est hiérarchique puisque son unité fondamentale, dans la pensée économique japonaise, est l'État-nation, et non pas le marché.<sup>1</sup> L'économie internationale peut certes apporter des bénéfices — la coopération est toujours possible, même très souvent souhaitable — mais les échanges commerciaux peuvent aussi poser un danger pour la prospérité du pays s'ils remettent en cause l'autonomie de l'espace économique national et sa place dans la hiérarchie de l'économie internationale.

La sécurité économique se définit, depuis plus de 50 ans, d'une part, en relation avec la structure, naturellement incomplète, de l'économie japonaise, et d'autre part, en relation avec l'économie internationale

---

<sup>1</sup> GAO, Bai (1997).

comme une source de bénéfices, mais aussi de dangers, pour l'autonomie et la puissance économiques du pays, c'est-à-dire sa position dans la hiérarchie des grandes puissances.<sup>2</sup> A cette fin le Japon doit avoir une structure industrielle «optimale» pour maximiser les gains qu'il peut retirer du commerce international.<sup>3</sup> Cette notion de sécurité économique, fondée sur la prospérité et la puissance de la nation, a orienté la politique commerciale et la croissance économique du Japon depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

La sécurité économique n'est évidemment pas indifférente aux changements structuraux et à l'évolution de l'espace économique japonais et de l'économie internationale. La relation entre ces deux phénomènes s'est aussi profondément modifiée depuis 1945: la dynamique de la sécurité économique demeure la même, mais les mécanismes de gestion de celle-ci ont changé et évolué. Ce qui est particulier aujourd'hui c'est qu'ils sont remis en question: ces mécanismes semblent de plus en plus être en contradiction avec les exigences de la mondialisation. On peut concevoir trois périodes importantes pour la définition de la sécurité économique au Japon.

#### Première période: 1945-1964

La question de la sécurité économique se pose directement en rapport avec la reconstruction et la mise en place d'une structure industrielle qui assurera le développement et la stabilité de l'espace économique national. Le degré de sécurité économique est au niveau le plus bas jamais atteint depuis la Restauration de Meiji en 1868. Les mécanismes de gestion de la sécurité économique ne sont pas encore en place ou ils sont tout simplement inexistants. A cet effet

l'économie internationale représente un danger important dans la mesure où les entreprises japonaises sont peu compétitives, en retard sur le plan technologique et ne pourraient résister à des prises de contrôle par les entreprises étrangères. A court terme, l'économie internationale apparaît donc comme un danger à la sécurité économique et peu de bénéfices peuvent en être retirés tant et aussi longtemps que les firmes japonaises ne seront pas en mesure de concurrencer les entreprises étrangères sur les marchés mondiaux.

Pour faire face à la concurrence étrangère, le Japon a mis en place un système de protection de son économie contre les forces du marché, tant au niveau externe qu'interne, et en premier lieu, avec la création des *keiretsu* dont le modèle organisationnel est fondé sur les participations croisées et la possession d'une banque principale. Les *keiretsu* permettent d'éviter, d'une part, les faillites auxquelles faisaient face les nouvelles compagnies issues du démantèlement des *zaibatsu*, et d'autre part, les prises de contrôle par des firmes étrangères. Par la suite, la politique industrielle du gouvernement, fondée sur l'idée d'une structure industrielle complète, viendra offrir aux *keiretsu* la possibilité de se développer à l'abri de la concurrence étrangère et avec l'aide de l'épargne nationale, laquelle sera canalisée, par le biais des institutions financières, vers les secteurs stratégiques pour la sécurité économique, soit, en premier lieu, l'industrie lourde et chimique, puis ensuite vers les biens d'équipement et de consommation. Le *développementalisme* de l'État permettra une croissance rapide et de plus en plus autonome de l'économie nationale pendant la période de reconstruction et il jettera les bases d'une politique économique néomercantiliste qui

---

<sup>2</sup> GAO, Bai (1997).

<sup>3</sup> ITOH, Motoshige *et al.* (1991).

atteindra le maximum de son efficacité à partir des années soixante.<sup>4</sup>

### Deuxième période: 1965-1989.

Dans les années 1950, le Japon a été admis dans les grandes institutions internationales comme le G.A.T.T., l'O.C.D.E. et le F.M.I. Dans les années 1960, il a rejoint le concert des grandes puissances économiques en prenant la troisième place derrière l'U.R.S.S. et les États-Unis. Ses mécanismes de gestion de la sécurité économique fonctionnent efficacement et il a réussi à développer une structure industrielle «optimale» en contrôlant étroitement et de façon neomercantiliste ses relations avec l'économie internationale.

Les mécanismes de gestion de la sécurité économique passent principalement par une synergie entre l'État et l'économie dans laquelle les forces du marché sont étroitement contrôlées pour assurer ainsi une hausse continue de la prospérité et une redistribution équitable de la richesse nationale. Les firmes nationales sont protégées de la concurrence étrangère — mais rarement de la concurrence locale — et elles sont en mesure de rejeter le principe du profit comme une fin en soi de l'activité économique et se concentrer sur leur expansion nationale et internationale; les relations à long terme entre les firmes japonaises font en sorte que les résultats financiers ne sont pas considérés importants par les actionnaires. La politique industrielle du gouvernement met en place une stratégie et des objectifs nationaux à long terme et favorise ouvertement les entreprises les plus dynamiques de la société. En retour elle permet les cartels de récession pour les secteurs en déclin supervisant ainsi la transformation technologique de la société.

Les mécanismes de gestion de la sécurité économique sont nombreux, mais ensemble ils constituent un système cohérent et dynamique qui assure une autonomie économique importante pour le Japon. En voici quelques uns:

#### *Les keiretsu*

La structure interne de ces larges conglomérats multisectoriels est fondée sur des relations horizontales (le groupe Mitsui — 900 filiales) ou verticales (le groupe Toyota — 350 filiales) à long terme entre chacune de leurs filiales. Ils ont à leur centre une banque, une compagnie d'assurance, une maison de titres et une maison de commerce. La gestion à long terme de ces relations se fait par le truchement des participations croisées, dans un «schéma de type circulaire»<sup>5</sup> empêchant, d'une part, les prises de contrôle non désirées, et permettant, d'autre part, une coopération étroite dans l'accroissement des parts du marché des entreprises et le rejet du principe du profit comme objectif fondamental de l'activité économique. Les *keiretsu* sont à la tête d'une concentration énorme du capital — unique en son genre — et permettant une coordination plus facile avec le gouvernement et la bureaucratie, entre autres, grâce aux clubs de P.D.G. et autres instances de décision qui réunissent les principales entreprises du groupe.

#### *Les maisons de commerce (sogo shosha)*

La fonction fondamentale d'une maison de commerce est de contrôler les importations et de promouvoir les exportations, non seulement des firmes du groupe auquel elle appartient, mais aussi des autres entreprises indépendantes du Japon. Elles contrôlent une très large part du commerce international. Leur rôle

<sup>4</sup> JOHNSON, Chalmers (1982); GAO, Bai (1997).

<sup>5</sup> JAUSSAUD, Jacques (1999).

d'intermédiaire fait en sorte qu'il est relativement difficile pour une firme étrangère d'exporter et d'investir au Japon sans passer par une maison de commerce. Les *sogo shosha* sont devenues avec les années des entreprises très diversifiées: elles sont des investisseurs institutionnels, non seulement pour les grandes entreprises, mais aussi pour les *ventures*, pour la recherche et le développement, l'expansion internationale des firmes. Finalement, elles ont aussi établi des réseaux impressionnants de collecte d'information et d'intelligence économique qui sont régulièrement utilisés par le gouvernement.<sup>6</sup>

### *Le système financier*

Jusqu'à la réforme du système financier en 1997, celui-ci était fortement régularisé, compartimenté et fermé à la concurrence étrangère. Le rôle des institutions financières était de financer les entreprises nationales selon l'idée que la notion de profit doit être évacuée du financement (et par le fait même la notion de risque) et que le contrôle et la supervision de leurs investissements devaient se faire par le biais des participations croisées. Chaque secteur du système financier était rattaché à un secteur de l'économie: les banques nationales pour les grandes entreprises, les banques régionales pour les P.M.E., les coopératives financières pour l'industrie agro-alimentaire, etc. Les compagnies d'assurance et les maisons de titres — deux secteurs économiques très concentrés — complètent le système des participations croisées et elles sont devenues, à leur tour, des investisseurs importants, en particulier grâce aux fonds énormes dont elles disposent

### *Un petit gouvernement*

Depuis les années soixante, le Japon a toujours résisté aux appels de plusieurs groupes de la société pour une expansion de sa présence. L'État-providence n'a jamais vu le jour au Japon et il a toujours été considéré comme important de maintenir les dépenses courantes du gouvernement à un niveau minimal pour assurer ainsi un faible taux de taxation qui favorise l'épargne nationale. L'interventionnisme du gouvernement est en contrepartie très important, non pas au niveau de ses dépenses et de son budget, mais au niveau du système de régulation et des liens étroits qu'il a développé avec les entreprises. Les plus importants acteurs économiques (les grandes entreprises, les organisations patronales et syndicales, les groupes sociaux nationaux) ont été intégrés au processus décisionnel de la bureaucratie par le biais de canaux de communication constamment ouverts. L'intérêt national est ainsi régulièrement propagé aux principaux acteurs économiques, mais sans être imposé ou forcé.

En conséquence, il est alors possible de gérer étroitement les relations avec l'économie internationale pour que celles-ci amènent le maximum de bénéfices et le minimum d'inconvénients. À titre d'exemple, le Japon est parvenu à contrôler, non seulement son commerce international par le truchement des *sogo shosha*, mais aussi les sites de production de ses importations. En 1996, 40 % des importations provenaient des filiales étrangères des firmes japonaises.<sup>7</sup> Finalement, il s'est avéré *quasi* impossible pour les entreprises étrangères de s'établir sur le territoire japonais et de concurrencer directement les firmes nationales, sauf pour quelques cas symboliques comme IBM, McDonald's ou Coke.

Cette période prend fin, graduellement, dans les années quatre-vingt sous l'impulsion de changements majeurs au

<sup>6</sup> FAURE, Guy, (1999).

<sup>7</sup> PEMPEL, T. J. (1998).

niveau interne et externe, comme par exemple l'Accord du Plaza et la hausse de 50 % de la valeur du yen, la fin de la Guerre froide, la désindustrialisation, etc. Les années quatre-vingt-dix seront alors une période de transition historique dans laquelle les mécanismes de gestion de la sécurité économique seront remis sérieusement en question, imposant au Japon une nouvelle formulation de son système économique dans son entier.

### Troisième période: depuis 1990

Depuis la fin de la Guerre Froide les mécanismes de gestion de la sécurité économique sont remis en question, et ce, pour trois raisons fondamentales.

Premièrement, les mécanismes de gestion de la sécurité économique sont de plus en plus ouvertement critiqués par les partenaires commerciaux du Japon. Le néomercantilisme de l'Archipel n'est plus toléré, en particulier par les États-Unis qui sont retournés à une politique commerciale dégagée des exigences stratégiques de la Guerre Froide et dorénavant axée sur la libéralisation des échanges et l'ouverture complète de l'Asie aux produits et services américains. Les initiatives bilatérales entre le Japon et les États-Unis, en cours depuis 1997, visent essentiellement à remodeler l'espace économique japonais selon le modèle néolibéral américain et à réintégrer dans les relations commerciales les principes de la libre concurrence.<sup>8</sup> Il n'est plus possible d'entreprendre des programmes de libéralisation partielle seulement pour répondre aux pressions étrangères. De plus, une des causes des problèmes financiers actuels des entreprises japonaises est la conséquence de ces libéralisations partielles dans les années quatre-vingt. Elles n'ont changé que

partiellement les règles du jeu, mais assez pour miner la cohérence du système économique axée sur le maintien d'une structure industrielle complète.<sup>9</sup>

Deuxièmement, les mécanismes de gestion de la sécurité économique apparaissent aussi comme une barrière à la reprise économique et une des principales causes de la stagnation de l'économie depuis 1997. Ce constat s'applique particulièrement bien aux institutions financières. Celles-ci sont empêtrées dans leurs mauvaises créances et elles ont été obligées de s'en remettre au gouvernement pour les sauver de la faillite. Il est probable qu'une banqueroute généralisée aurait détruit le système des participations croisées, et par le fait même, un élément central pour la sécurité économique du Japon. Les institutions financières se sont avérées, dans les années quatre-vingt-dix, très peu compétitives sur les marchés mondiaux, en particulier parce qu'elles ont rarement valorisé l'introduction de technique de gestion aussi efficaces et de nouveaux produits et services aussi attrayants et dynamiques que ceux offerts par les institutions étrangères.<sup>10</sup>

Troisièmement, l'idée d'une structure industrielle complète est elle aussi remise en question principalement parce que plusieurs secteurs et entreprises sont devenus non rentable, non seulement dans les vieilles industries, mais aussi dans celles qui ont été à la base du succès économique japonais, comme la construction automobile et les produits électroniques. Les cartels de récession ne sont plus possible pour donner l'espace et les ressources nécessaires au rajeunissement de la structure industrielle, et le transfert, par exemple, de l'industrie de l'électronique vers la Chine ou d'autres pays asiatiques n'a pas les mêmes conséquences que le transfert d'usines de

---

<sup>8</sup> Plus spécifiquement, la «U. S. - Japan Enhanced Initiative on Deregulation and Competition Policy».

---

<sup>9</sup> HOSHI, Takeo (mars 2000)..

<sup>10</sup> BOULANGER, Éric (mai 2000).

textiles ou d'industries lourdes. C'est le contrôle du parc technologique qui est en jeu et le phénomène de la désindustrialisation, de plus en plus rapide, est perçu au Japon comme un danger, non pas pour les pertes d'emplois, mais pour la disparition de technologies, lesquelles pourraient s'avérer utiles pour l'avenir de la structure industrielle. Il devient alors de plus en plus difficile et complexe de développer une structure industrielle optimale pour assurer le maximum de gains du commerce international.

Enfin, à la différence du phénomène de l'internationalisation de la période précédente qui se faisait sous l'impulsion des F.M.N. locales, donc à partir du territoire nippon, la mondialisation apparaît comme un phénomène externe que le Japon ne peut contrôler ou diriger. Elle est souvent comparée aux cuirassés noirs du Commandant Perry qui ont obligé le régime de Tokugawa à s'ouvrir de force au commerce international. Les mécanismes de gestion de la sécurité économique s'avèrent inutiles pour assurer l'autonomie et la puissance économiques du pays et ils sont souvent considérés comme le facteur principal derrière la hausse des inégalités sociales et économiques.

\*  
\* \*

**E**n ce qui a trait à la sécurité économique, l'élément commun à ces trois périodes est le fait que l'économie japonaise sera toujours «naturellement» incomplète et que sa position, dans la hiérarchie des grandes puissances, ne sera jamais assurée. Ce constat réaliste a meublé la pensée des dirigeants politiques et économiques du Japon depuis son ouverture forcée sur le monde au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle et il a favorisé l'éclosion d'un sentiment d'insécurité généralisée qui

a orienté la politique commerciale du gouvernement.<sup>11</sup> A cet effet on peut affirmer que l'expansion militaire et impérialiste du Japon avant 1945 et le processus contemporain d'intégration économique de l'Asie à l'économie japonaise sont tous deux fondés sur la même logique, celle de compléter l'économie nationale et d'accentuer par le fait même la sécurité et la puissance économiques de l'Archipel. La régionalisation de l'économie japonaise est donc inévitable et ce n'est pas un hasard si l'importance de l'Asie est considérablement accentuée lorsque la sécurité économique est remise en question. Ainsi, la Sphère de co-prospérité a vu le jour en partie à cause de l'embargo des pays occidentaux sur le commerce extérieur du Japon et actuellement — dans un contexte stratégique et politique tout à fait différent certes — le gouvernement implante une série de nouvelles mesures financières et commerciales avec les pays asiatiques au moment même où son influence hégémonique dans la région est remise en question par la politique asiatique de l'Administration Clinton, et en particulier, depuis la crise de 1997-98.<sup>12</sup>

L'Europe, les Amériques, l'Afrique: ces trois grandes régions ne sont que des marchés lointains avec lesquels le Japon partage peu de valeurs et d'intérêts. En contrepartie, l'Asie représente beaucoup plus qu'un simple marché. Elle est le berceau de la civilisation japonaise et aussi, plus que jamais, la variable déterminante dans la sécurité économique du Japon.<sup>13</sup> Le Japon contrôle l'Asie et il contrôle son autonomie et sa puissance économique.

<sup>11</sup> SAMUELS, Richard J. (1994).

<sup>12</sup> BOULANGER, Éric, (octobre 2000).

<sup>13</sup> YAMAKAGE, Susumu, (1997).

## BIBLIOGRAPHIE

BOULANGER, Éric (2000), «Le big bang financier japonais», Groupe de recherche en économie et sécurité / Groupe de recherche en intégration continentale, Montréal, mai, 42p. [<http://www.unites.uqam.ca/gric>]

BOULANGER, Éric (2000), «La nouvelle politique commerciale du Japon: vers des accords de libre-échange avec la Corée, Singapour, le Mexique et le Chili?», Groupe de recherche en économie et sécurité / Groupe de recherche en intégration continentale, Montréal, vol. 2, no. 7, octobre, 42p. [<http://www.unites.uqam.ca/gric>]

FAURE, Guy (1999), «L'intelligence économique au Japon: des pratiques traditionnelles à une gestion moderne de l'information», in BERTHON, Jean-Pierre & GOSSOT, Anne (dir), *Japan Pluriel 3*, Mas de Vert. Philippe Piquier, pp. 151-158.

GAO, Bai (1997), *Economic Ideology and Japanese Industrial Policy: Developmentalism from 1931 to 1965*, Cambridge, Cambridge University Press.

HOSHI, Takeo (2000), «What Happened to Japanese Banks?», Institute for Monetary and Economic Studies, Banque du Japon, no. 2000-E-7, mars. [[http://www.boj.or.jp/en/ronbun/dps00\\_f.htm](http://www.boj.or.jp/en/ronbun/dps00_f.htm)]

ITOH, Motoshige *et al.* (1991), *Economic Analysis of Industrial Policy*, San Diego, Academic Press.

JAUSSAUD, Jacques (1999), «Y a-t-il vraiment relâchement des relations de groupes multisectoriels au Japon?», in BERTHON, J. -P. & GOSSOT, A. (dir), op. cit., pp. 141-150.

JOHNSON, Chalmers (1982), *MITI and the Japanese Miracle: The Growth of Industrial Policy, 1925-1975*, Stanford, Stanford University Press.

PEMPEL, T. J. (1998), *Regime Shift: Comparative Dynamics of the Japanese Political Economy*, Ithaca, Cornell University Press.

SAMUELS, Richard J. (1994), *"Rich Nation, Strong Army": National Security and the Technological Transformation of Japan*, Ithaca, Cornell University, Press.

YAMAKAGE, Susumu (1997), «Japan's National Security and Asia-Pacific's Regional Institutions in the Post-Cold War Era» in KATZENSTEIN, Peter J. & SHIRAIISHI, Takashi (dir), *Network Power: Japan and Asia*, Ithaca, Cornell University Press, pp. 275-305.